CROIX DE GUERRE *et* VALEUR MILITAIRE

REVUE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE
Affiliée à la Fédération Nationale André Maginot - Groupement N°31
Toutes les générations du feu

DOSSIER

La "BLITZKRIEG"

1939 - 1942

Pages 5 à 13

FEDERATION NATIONALE ANDRE MAGINOT
MÉMOIRE et SOLIDARITÉ

N° 335
MARS 2019
1ER trimestre

CROIX DE GUERRE et VALEUR MILITAIRE

ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE
Fondée en 1919. Déclarée conformément à la loi du 1-VII-1901. Approuvée par le ministre de l'Intérieur. Reconnue d'utilité publique : décret du 22 avril 1963. Affiliée à la Fédération nationale André Maginot - Gr. 31

Comité d'honneur :
Général d'armée (2S) Bertrand Ract-Madoux, Amiral (2S) Alain Oudot de Dainville, Général d'armée (2S) Denis Favier, Médecin général inspecteur (2S) Jean-louis André, la Ville de Paris

Présidents d'honneur :
Général (2S) Jacques Larchet
Chef d'escadrons (H) François Castanier

Président national :
Michel Bachette-Peyrade
Vice-Présidents :
Alain Bonnet, Daniel Gyre
Secrétaire général :
Emmanuel Montanié
Trésorière nationale :
Jacqueline Combémorel
Chancelier :
Christian Bayol
Conseil d'administration :
Yves Allanet, Alain Artisson, Michel Bachette-Peyrade, Christian Blondel, Alain Bonnet, Michel Bugeaud, François Castanier, Pierre Castillon, Jacqueline Combémorel, Franck Galland, Jean Folia, Daniel Gyre, Emmanuel Montanié, Loïc Salmon, Fabrice Tedoldi (conseiller technique).

ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL :
A.N.C.G.V.M.
Hôtel national des Invalides
Cour d'honneur escalier G
129, rue de Grenelle - 75700 PARIS CEDEX 07

TRÉSORIÈRE NATIONALE :
Jacqueline Combémorel - 01 44 42 38 47
Courriel : tresoriere.ancgvm@sfr.fr

PERMANENCE SECRÉTARIAT :
mardi, mercredi et jeudi 9h30-16h00
Charlette Dumont - 01 44 42 38 47
Courriel : ancgvm@sfr.fr

SOMMAIRE

- Éditorial 3
- Informations services 4
- Dossier 5

La "Blitzkrieg" 1939-1942

- Histoire 14
- Culture 18
- Institution civile décorée 19
- Villes décorées 21
- Unités décorées 25
- Vie des sections 28
- Carnet 31

Des informations complémentaires sur la Défense, renouvelées périodiquement, sont accessibles sur le **site internet** :

www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr

« Croix de guerre et Valeur militaire »

« Valeur Militaire »

REVUE CROIX DE GUERRE ET VALEUR MILITAIRE
Directeur de la publication : *Michel Bachette-Peyrade*
Rédacteur en chef : *Loïc Salmon* - 01 44 42 38 47 - Courriel : bulletincgvm@sfr.fr
Secrétaire de rédaction : *Nelly Gosselin*

Imprimerie : Centr'Imprim 36101 Issoudun Cedex
Dépôt légal N°2019_030020
Commission paritaire N° 0321 A 06885
I.S.S.N. 1247-9918

ÉDITORIAL

Chers amis,

Je suis heureux de m'adresser à vous à l'occasion de ce nouveau numéro de notre revue "Croix de guerre & Valeur militaire".

L'année 2019 est l'année du Centenaire de notre association. Plusieurs manifestations sont prévues au cours de cette année, organisées par votre siège national.

Les villes décorées ont ouvert les festivités le 16 novembre dernier, une journée d'étude leur ayant été consacrée. Les actes de cette journée d'étude seront publiés prochainement en liaison avec nos amis du Service historique de la Défense.

Une journée nationale est d'ores et déjà prévue la 10 octobre prochain en l'Hôtel national des Invalides pour marquer l'événement. Le programme figure à la page 4 de ce numéro de la revue.

Nous comptons sur le plus grand nombre de drapeaux ce jour-là, où un hommage sera rendu à notre fondateur , le vice-amiral Emile Guépratte, en présence des hautes autorités civiles et militaires.

Cet événement sera précédé, le 9 octobre, par notre assemblée générale annuelle au cours de laquelle il vous sera proposé d'adopter la nouvelle version de nos statuts et de notre règlement intérieur.

Puis, le soir, nous raviverons ensemble la Flamme sous l'Arc de Triomphe.

Les détails pratiques du déroulement de ces cérémonies vous seront communiqués dans le numéro de juin de notre revue et par l'intermédiaire de vos présidents délégués de sections.

Des dispositions particulières seront prises pour faciliter la venue des porte-drapeaux.

Le présent numéro poursuit le récit de l'attribution des croix de Guerre aux villes, unités et institutions civiles décorées et alimente ainsi le fonds de documentation de notre site internet. Merci à Marc Beauvois et à Pierre Castillon pour leur coopération.

De même, nos remerciements vont au capitaine de corvette Jérôme Pezot, ancien officier stagiaire à l'Ecole de guerre, pour son remarquable dossier sur "La Blitzkrieg" (1939-1942), et au capitaine de l'armée de l'Air Sylvain Champonnois du Service historique de la Défense, pour son excellent article sur l'armée de l'Air au début de la seconde guerre mondiale.

Merci à Loïc Salmon, notre rédacteur en chef, et aux contributions de nos sections.

Avec ma fidèle amitié.

Michel BACHETTE-PEYRADE,

président national

Programme des cérémonies du Centenaire

de l'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire

PARIS, Hôtel national des Invalides, 9 et 10 octobre 2019

Mercredi 9 octobre 2019

15H00 Assemblée générale statutaire

17H30 Ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe

19H30 Dîner amical dans un salon de l'Ecole militaire

Jeudi 10 octobre 2019

10H00 Hommage au vice-amiral Emile Guépratte (1856 - 1939), fondateur de l'Association

11H00 Office religieux en la cathédrale Saint-Louis des Invalides, église des soldats
Sonnerie « Aux Morts »

12H00 Aubade dans la cour d'honneur des Invalides

12H30 Cocktail déjeunatoire en présence des autorités civiles et militaires en l'Hôtel national des Invalides

14H30 Conférence et visite du musée de l'Armée

17H00 Fin des cérémonies

Adhérente MUTUALITÉ FRANÇAISE

www.lafrancemutualiste.fr
La France Mutualiste - Tour Pacific, 11-13 cours Valmy - 92977 Paris La Défense Cedex
Mutuelle nationale de retraite et d'épargne soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIRENE sous le n° SIREN 775 691 132.

LA "BLITZKRIEG"

1939-1942

La "guerre éclair" p.6

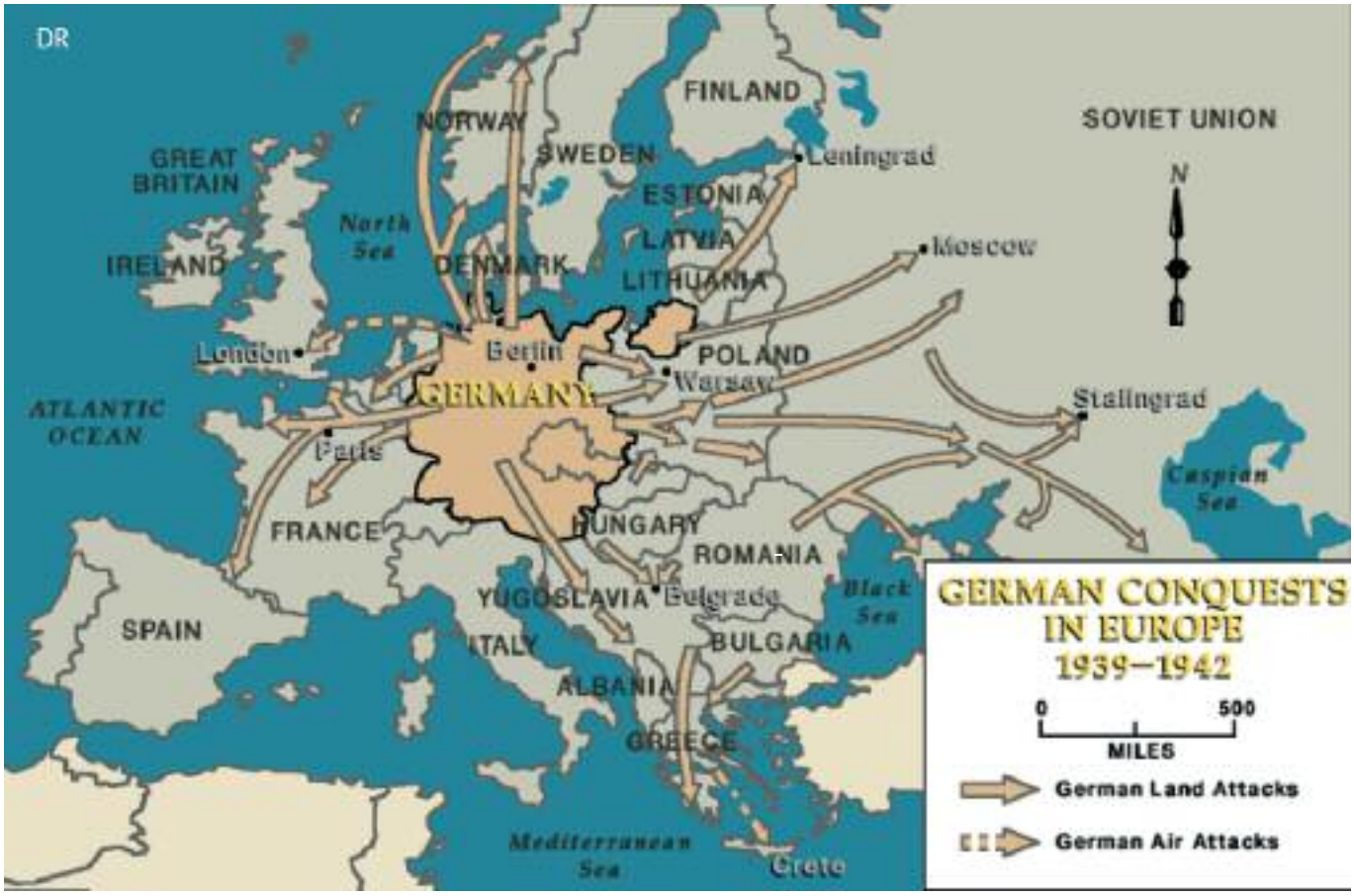
La bataille de Pologne p.7

La bataille de France p.9

La campagne d'Union soviétique p.12

Dossier réalisé par le capitaine de corvette Jérôme Pezot, ancien officier stagiaire à l'Ecole de guerre (2017-2018)

En trois ans, l'Allemagne nazie obtient, en Pologne, aux Pays-Bas, en Belgique, en France et en URSS, les résultats que les quatre ans de la guerre précédente n'avaient jamais réussi à atteindre, malgré les moyens employés et les pertes subies de part et d'autre. Après son début fulgurant, cette seconde guerre mondiale sera deux fois plus meurtrière que la première. Les pays belligérants de la « Blitzkrieg » auront payé un lourd tribut en vies humaines à l'issue du conflit. Ainsi, sur une population de 69,8 millions d'habitants au 1er janvier 1939, l'Allemagne en a perdu entre 6,6 millions et 8,7 millions en 1945, dont 5,6 millions de militaires et entre 1,1 million et 3,2 millions de civils. Sur une population de 34,8 millions de personnes, la Pologne en a perdu entre 5,6 millions et 5,8 millions, dont 240.000 militaires et entre 5,4 millions et 5,6 millions de civils. Sur une population de 8,7 millions d'habitants, les Pays-Bas en ont perdu 301.000, dont 17.000 militaires et 284.000 civils. Sur une population de 8,3 millions de personnes, la Belgique en a perdu 88.000, dont 12.100 militaires et 75.900 civils. Sur une population de 41,7 millions d'habitants, la France en a perdu 567.600, dont 217.600 militaires et 350.000 civils. Enfin, sur une population de 168,5 millions de personnes, l'Union soviétique en a perdu 26,9 millions, dont entre 8,8 millions et 11,7 millions de militaires et entre 13,5 millions et 15,7 millions de civils.



« La guerre éclair », 1939-1940

Victoire écrasante et propagande

L'Histoire retient un nouveau procédé militaire pour expliquer le succès foudroyant de la Wehrmacht : la « Blitzkrieg ». Longtemps considérée comme une stratégie très élaborée et parfaitement maitrisée donnant la supériorité absolue sur les champs de bataille de la seconde guerre mondiale, la réalité du concept de Blitzkrieg est pourtant remise en cause par les recherches historiques des dernières années.

Le terme de Blitzkrieg apparaît pour la première fois en 1935 dans un article de *Deutsche Wehr*. D'après cette revue militaire allemande, les États pauvres en ressources alimentaires et en matières premières doivent « *en finir au plus vite avec une guerre en tentant dès le départ d'emporter la décision par un engagement implacable de toute leur puissance offensive* ». Le terme est repris dans un article de l'hebdomadaire américain *Time Magazine* du 25 septembre 1939, qui relate l'invasion de la Pologne par l'Allemagne : « *This is no war of occupation, but a war of quick penetration and obliteration - Blitzkrieg, lightning war* » (« *Ce n'est pas une guerre d'occupation, mais une guerre de pénétration rapide et de destruction, la Blitzkrieg, la guerre éclair* »). Pourtant, il ne semble pas que la Blitzkrieg ait fait l'objet d'un document cadre spécifique au sein de l'armée allemande au moment de l'entrée en guerre de la Wehrmacht. Dans l'imaginaire collectif, la Blitzkrieg conserve l'image d'une offensive violente, audacieuse et parfaitement maîtrisée, faisant la part belle au duo « Stuka-Panzer » (avion-char). La sidération sur l'adversaire conduit, sur le champ de bataille, à une victoire sans appel de la Wehrmacht et, pour la propagande nazie, à une affirmation de la supériorité de la nation allemande et de la race aryenne. Plus de 70 ans plus tard, le retour sur les campagnes de Pologne, de France et de Russie permet de reconsidérer certains aspects et de rétablir quelques réalités de cette guerre.

Ovation pour le chancelier Adolf Hitler après la déclaration de « l'Anschluss » (annexion de l'Autriche par l'Allemagne), mars 1938.

La bataille de Pologne 1939

La Blitzkrieg grandeur nature

Rassuré par le traité-surprise de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939, le chancelier Hitler peut lancer son « Fall Weiss » (« Plan Blanc »). Le 1er septembre à 5h45, il lance ses armées sur la Pologne. Le 19 septembre, le gouvernement polonais part en exil. Varsovie se rend le 27 septembre. En moins d'un mois, celle qui était considérée comme la première armée d'Europe de l'Est est rayée de la carte.

Stratégiquement, le Plan Blanc vise à prévenir la mobilisation et la concentration de l'armée polonaise et à s'emparer de Varsovie au plus tôt. Deux vastes mouvements d'encerclements sont étudiés. Le groupe d'armées Nord, partant conjointement de Prusse orientale et de Poméranie, doit fermer une nasse autour du gros des forces polonaises près de Dantzig pour leur couper tout échappatoire à l'Est de la Vistule. Le groupe d'armées Sud doit foncer vers Varsovie par mouvements d'encerclements successifs. Le rapport de forces est improbable. Hitler masse 50 divisions dont 6 de chars et 4 motorisées, soit l'intégralité de son corps de bataille blindé d'environ 2.700 chars, et plus de 2.000 avions. Au total, plus d'un million et demi d'hommes. En face, la Pologne aligne 400 chars et 900 avions, pour la plupart obsolètes. Quoique surclassés dès le début, les Polonais font preuve de bravoure, à l'image des cavaliers chargeant l'infanterie d'accompagnement des blindés et non les blindés eux-mêmes. Toutefois, l'armée polonaise est littéralement écrasée par la puissance allemande et la vitesse d'exécution des manœuvres blindées. Dans cette campagne essentiellement aéro-terrestre, la Wehrmacht déplore la perte d'environ 200 chars (10 % de l'effectif engagé), de près de 600 avions (abattus ou endommagés) et de 43.000 hommes (13.000 morts). L'armée polonaise réussit à sauver 90.000 soldats, partis vers la Roumanie puis l'Ouest pour continuer le combat. Le gouvernement et l'état-major choisissent l'exil en Grande-Bretagne, mais ne signent ni capitulation ni reddition.

GUERRE EXPÉRIMENTALE

La campagne de Pologne est considérée comme ce qui serait la première application d'une Blitzkrieg.

Invasion de la Pologne, septembre 1939.

Ce point de vue tient en premier lieu à la rapidité de l'effondrement polonais. S'il était clair pour tous que la Pologne n'avait pas les moyens d'affronter l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne estimaient la capacité de résistance entre deux et trois mois, assez pour lui faire parvenir des renforts via la Roumanie. La bataille de Pologne présente les premières caractéristiques des affrontements à venir, en France ou en Union soviétique, pendant la période des Blitzkriegs. La première est la tactique employée par la Wehrmacht, qui s'appuie sur la concentration des forces et le contournement des points durs. La première n'est ni plus ni moins qu'un des grands principes de la guerre clausewitzienne, datant du XIXème siècle. En parallèle, les formations mécanisées allemandes appliquent la tactique de « Kesselschlachten » (bataille de chaudron). Il s'agit de pénétrer en profondeur dans le dispositif ennemi avec des divisions blindées pour désorganiser et isoler des pans entiers d'armées ennemies, puis les réduire avec les troupes d'appui beaucoup moins mécanisées que ne le disait la propagande, voire souvent hippomobiles. Cette tactique n'a rien de révolutionnaire : les premiers groupes d'assaut avaient été formés et entraînés lors de la dernière offensive allemande majeure en 1918, avec des résultats déjà spectaculaires. En revanche, son application à grande échelle a été rendue possible grâce aux progrès des chars et de l'aviation. Cette tactique se retrouvera en France en 1940 et, à une plus grande échelle en URSS en 1941. L'autre caractéristique, plus spécifique, repose sur la personnalité du Führer. Pour l'Allemagne, Hitler tente un nouveau coup de poker. Il n'hésite pas à totalement dégarnir le front de l'Ouest, n'y laissant qu'une dizaine de divisions derrière la ligne Siegfried face aux 99 divisions alliées, pour conquérir au plus vite la Pologne. En cas d'offensive alliée même limitée, le cœur de l'Allemagne, aux prises avec l'armée polonaise, est totalement exposé. Cependant, fort de de la réoccupation de la Sarre, de l'Anschluss autrichien et du démembrement de la Tchécoslovaquie, il n'a pas de raison de croire que les gouvernements occidentaux se montreront plus offensifs qu'avant. Pour la Pologne, il faut admettre que son calcul est très juste. C'est bien cette spirale de succès et son insatiabilité qui le conforteront dans ses projets vis-à-vis de la France puis de l'URSS.

Bataille de la Bzura, septembre 1939.

La bataille de France 1940

Apogée de la Blitzkrieg

La bataille de France de 1940 représente sans doute l'exemple le plus symbolique de la Blitzkrieg. Cela tient autant à l'historicité des antagonismes avec la France qu'à la soudaineté et à la rapidité de l'anéantissement du corps de bataille franco-britannique.

Le 10 mai 1940, la Wehrmacht entre aux Pays-Bas et en Belgique, déclenchant l'intervention des armées alliées via le plan Dyle-Breda. Mais il s'agit d'une opération de diversion intelligente et crédible de la part des Allemands. Ayant attiré le gros du corps de bataille allié imprudemment avancé en Belgique, le chancelier Hitler lance ses divisions blindées à la charnière des Ardennes le 12 mai. La ligne de défense française est percée à Sedan en quelques jours. La chevauchée de Guderian et de ses divisions blindées vers la mer, atteignant la Manche à Abbeville le 21 mai, provoque l'effondrement irrémédiable du front allié. Mais, contrairement à la propagande nazie de la Blitzkrieg et à celle de l'Etat français du maréchal Pétain, la défaite de l'armée française n'était pas inéluctable. Cette victoire tient pour beaucoup à la personnalité d'Hitler, aux improvisations et aux désobéissances majeures de grands commandants allemands qui, d'un coup de poker, ont remporté un succès inespéré.

PLANIFICATION REVUE

Le point le plus important de la bataille de France s'est sans doute joué avant le début de la campagne. En effet, après la victoire en Pologne, Hitler souhaitait lancer ses divisions au plus tôt contre la France. Malgré les succès, les généraux allemands, pour la plupart anciens de la première guerre mondiale, avaient conscience que l'armée française serait un adversaire plus redoutable. En outre, le plan d'invasion initial manque d'originalité et ressemble à la manœuvre Schlieffen de 1914, avec une aile droite prévue pour envelopper plus largement les armées alliées en coupant tout accès aux ports de la Manche. Correspondant aux « attentes » des Alliés, ce plan n'a pas les faveurs du Führer, ancien des tranchées mais surtout en rupture avec « l'establishment militaire ». Aussi, quand le général von Manstein, conseillé par le général Guderian, spécialiste des blindés, lui propose une manœuvre inédite, Hitler reconsidère le plan d'ensemble. Von Manstein maintient une offensive type Schlieffen, mais uniquement dans un but de diversion. L'effort principal est confié aux blindés du centre du dispositif, à travers les Ardennes, à l'articulation de la ligne Maginot avec le corps de bataille français, à la jonction entre les troupes de pointe et des divisions mal équipées, mal entraînées et absolument pas préparées face à de telles forces. Fortuitement, l'avion d'un officier allemand, détenteur des plans initiaux d'invasion, s'égare dans le brouillard et atterrit en France. Cette divulgation, par mégarde, aux Alliés, permet à Hitler d'imposer définitivement ses vues et celles de von Manstein au grand état-major à savoir le plan « Coup de faux ».

COUP DE POKER INATTENDU

La traversée des Ardennes puis l'improvisation lors de la chevauchée vers la mer, vers Abbeville, constituent un véritable coup de poker. Avant la guerre, les Ardennes étaient considérées comme infranchissables par la plupart des experts militaires, alliés mais aussi allemands. La suite a donné raison au vainqueur, jetant l'opprobre sur l'état-major français. Néanmoins, il est utile de rappeler que l'armée alle-

Franchissement dans les Ardennes par la 1ère division blindée du général Rommel.

mande n'était pas plus convaincue de sa réussite. De nombreux officiers pensaient à un coup de folie qui aboutirait à la destruction des divisions blindées. Avec deux axes secondaires pour faire passer les sept divisions d'assaut, l'embouteillage de deux jours qui suivit montre que la partie n'était pas gagnée d'avance. Une fois la percée réussie, autant par la chance que par la compétence de ses chefs sur le terrain dont le général Rommel, son exploitation a surpris tout le monde, Alliés comme Allemands. Les divisions blindées ont manœuvré davantage à l'initiative de leurs commandants, Guderian en tête, qu'aux ordres de l'état-major allemand. La prise de risque a été maximale, donnant des sueurs froides à Hitler. L'épisode du 17 mai est assez significatif. Alors qu'il est en pointe de l'avancée des blindés et aux prises avec l'adversaire, Guderian se voit intimer l'ordre de stopper sa progression vers l'Ouest par le Haut-état-major et risque même d'être relevé de son commandement. En effet, Guderian a dangereusement étiré ses lignes, ses flancs ne sont pas protégés et les troupes d'appui, à pied ou à cheval, peinent à suivre le rythme. La suite lui donnera raison.

L'ARMÉE FRANÇAISE AU COMBAT

Il est nécessaire de balayer deux hypothèses répandues après la défaite, principalement pour des raisons idéologiques tant par les nazis que par Vichy. La supériorité numérique et technique de la Wehrmacht n'était pas acquise et l'image d'une armée totalement mécanisée, apte à la Blitzkrieg, est assez éloignée de la réalité d'alors. Encore largement hippomobile, tout comme celles des Alliés, la très grande majorité des divisions allemandes se déplaçaient à la vitesse du fantassin. Ils alignaient encore une division de cavalerie, qui se fera un devoir de s'emparer de l'Ecole de cavalerie de Saumur. Avec 2.400 chars, la Wehrmacht se trouve en infériorité face aux 3.000 blindés français techniquement supérieurs, sans compter l'artillerie. Elle doit avant tout son excellence à sa

maîtrise du combat interarmes et à la concentration de ses unités de pointe dans les Ardennes, autant de pratiques issues de l'expérience de la guerre d'Espagne. En fait, loin de l'image véhiculée par la propagande, l'armée allemande ressemblait à « *une pointe d'acier trempé, dont le manche en bois paraissait d'autant plus pourri qu'il était long* » (1). Par ailleurs, la propagande nazie comme vichyste a longtemps propagé l'image d'une armée française peu combattive voire passive, renforçant le mythe de la Blitzkrieg.

La réalité est tout autre. La réalité est que l'armée française s'est battue avec un héroïsme et un sens du devoir hors du commun. La réalité est que l'avancée allemande n'avait rien d'inéluctable et qu'elle a souvent été mise en péril par l'action déterminée des unités françaises, au moins pendant la première quinzaine de l'offensive. Dans son ouvrage « Comme des lions » (2), l'historien Dominique Lormier relate cette campagne et ses nombreux combats exemplaires. Si le dispositif français était particulièrement inadéquat au débouché des Ardennes, les divisions de réserves françaises se sont sacrifiées en tenant tête aux unités d'élite ennemies, malgré un équipement et un entraînement déplorable. Rommel sera personnellement obligé de prendre le commandement en première ligne. Les exemples de bravoure ne manquent pas. A Singly, un escadron de cavalerie des spahis charge sabre au clair, pour retarder l'avance ennemie. A Landrecies, deux chars lourds français B1 Bis détruisent près de 100 blindés allemands en quelques minutes. A plusieurs reprises, les divisions de pointe allemandes sont mises en difficulté à Stonne, Hannut, Montcornet et Abbeville même, sous la pression des 2ème et 4ème divisions cuirassées. A la signature de l'armistice, les pertes de l'armée française sont évaluées à 90.000 morts, contre 63.000 chez la Wehrmacht, et 200.000 blessés (111.000 pour les Allemands) pour la durée de la campagne, mais la plupart ont été subies les trois premières semaines. Ces pertes sont supérieures à celles de Verdun en 1916 ou du Chemin-des-Dames en 1917. Pour l'armée allemande, elles sont supérieures à celles qu'elle éprouvera lors de l'opération « Barbarossa » en 1941. Ces chiffres ne sont pas ceux d'une armée en retraite, mais bien de soldats qui se sont battus jusqu'au bout. Loin des clichés, la Blitzkrieg n'a pas été un rouleau compresseur à l'issue inéluctable, mais bien un affrontement féroce et particulièrement coûteux et à l'issue incertaine pour les Allemands.

(1) Karl-Heinz Frieser, « La légende de la Blitzkrieg », Editions Autrement, 2010.

(2) Editions Calman-Levy.

Char lourd français B1 Bis abandonné près de Namur, lors de l'offensive en mai 1940.

La campagne d'Union soviétique 1941-1942

L'échec stratégique

Le 21 juin 1941, Hitler lance l'opération «Barbarossa » contre l'URSS. La bataille engagée est un combat à mort, autant militaire qu'idéologique. Plus encore que la France, il s'agit là du grand dessein d'Hitler, désigné dans son livre « Mein Kampf », qui doit décider de l'avenir du nazisme et de la race aryenne.

A cette fin, les Allemands massent des forces considérables en trois groupes d'armées (Nord, Centre et Sud), soit 3,3 millions d'hommes, 3.300 chars et 3.000 avions environ, regroupés au sein de « panzergruppen » de 6 à 15 divisions blindées et motorisées. L'Armée Rouge doit être défaite et repoussée au-delà du Dniepr en quatre mois, avant l'arrivée de l'hiver. La Wehrmacht se prépare donc pour une opération courte, dans la lignée des batailles de Pologne et de France, mais, à une échelle sans commune mesure en face, l'Armée Rouge sort des purges de 1937, qui l'ont privée d'un encadrement compétent et de qualité. Même si ses effectifs et ses équipements sont en revanche numériquement très supérieurs avec plus de 4,5 millions d'hommes, 12. 000 avions et 8.000 chars, leur qualité et leur disponibilité sont très médiocres.

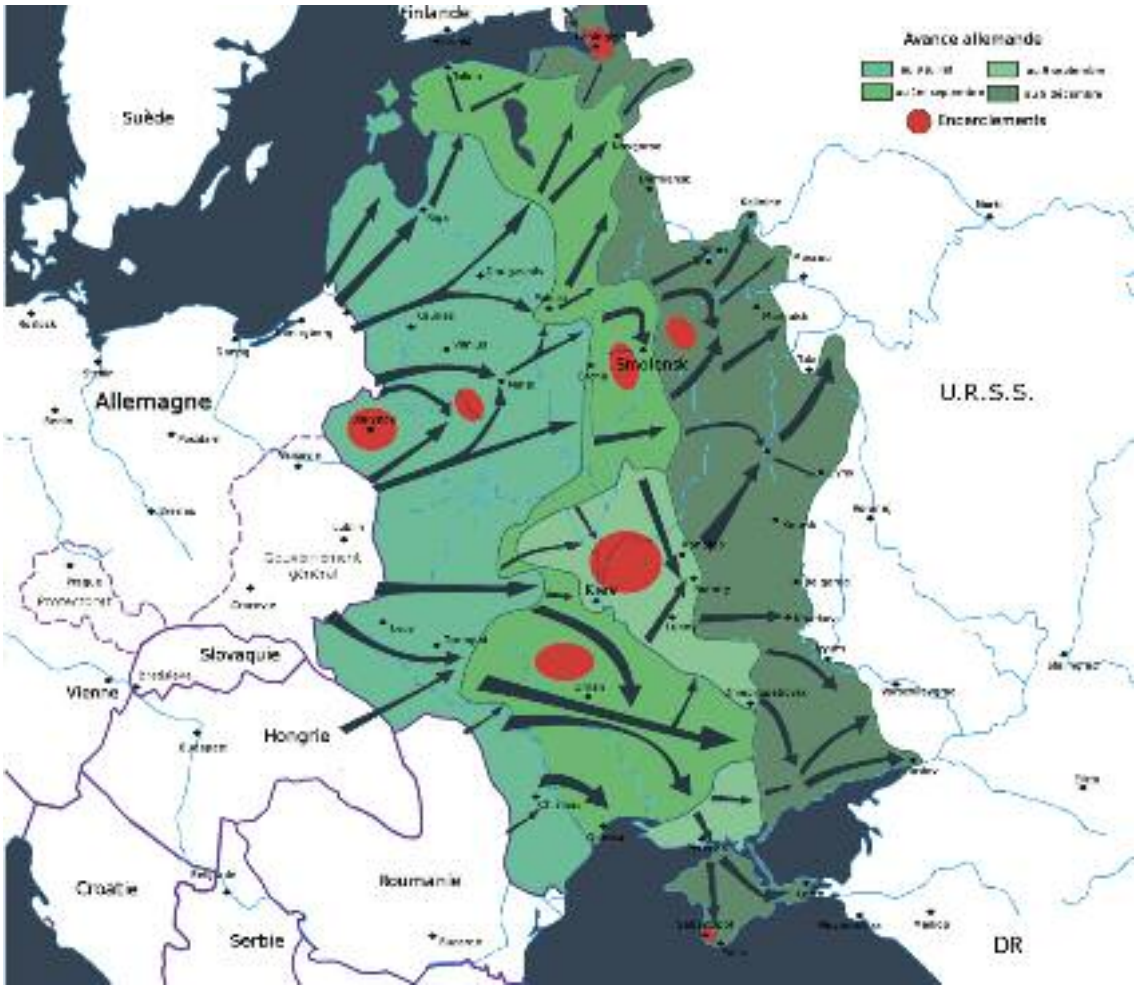
Au jour de l'attaque, la mise en alerte des unités est défaillante, tant par incompétence que par incrédulité face aux évènements, malgré les avertissements des services de renseignement soviétiques ou ceux du Premier ministre britannique Winston Churchill. Fait stratégique souvent ignoré, l'Union soviétique se trouve déjà engagée sur le front asiatique, où, malgré la victoire de Khalkhin Gol, incident de frontière avec l'Empire du Japon à l'été 1939, cette menace reste latente et immobilise des ressources importantes. Dès le 21 juin 1941, le front est irrémédiablement enfoncé dans son ensemble et rien ne semble pouvoir arrêter les groupements blindés germaniques.

Les premières semaines sont une succession de mouvements d'enveloppement, déjà expérimentés en Pologne et en France par une Wehrmacht au sommet de son art. Les pertes soviétiques se montent à près d'un million de prisonniers sur le front Sud, 440.000 sur le front Centre et, au moins, autant de morts. Mais dès octobre, l'avancée ralentit et se trouve mise en échec devant Moscou à l'arrivée de l'hiver. Ce dernier épisode marque la fin du mythe de la Blitzkrieg sur le front de l'Est, même si les succès au printemps 1942 laissent planer l'illusion de son retour.

FAIBLESSE LOGISTIQUE

Avec l'échec devant Moscou fin 1941, s'évanouit l'illusion d'une guerre courte, illusion dans laquelle se sont bercés Hitler et la population allemande depuis la Pologne et la France.

Pour la première fois, la Wehrmacht se voit confrontée à la faiblesse de sa logistique opérationnelle. La rapidité des succès en Pologne et en France avait permis de la masquer. Fait souvent ignoré, au bout de six semaines de combats intensifs en France, les unités de pointe de la Wehrmacht sont si éprouvées qu'une pause opérationnelle leur est indispensable pour compléter les effectifs et reconstituer les stocks de combat, préalablement à toute reprise des attaques. L'armistice de Compiègne arrive juste à temps pour préserver ce



Mouvements des troupes allemandes durant l'opération « Barbarossa » de juin à octobre 1941.

mythe de la Blitzkrieg. Avec « Barbarossa », la résistance soviétique, appuyée sur l'immensité du territoire à parcourir, fait que cette limite logistique est atteinte et stoppe la dynamique allemande. A titre d'exemple, le premier hiver russe est terrible pour les soldats allemands car aucun vêtement d'hiver adapté n'a été prévu. Une grande campagne de collecte de bonnets, manteaux, moufles et autres est lancée en Allemagne. Ces difficultés et délais permettent à Joseph Staline, président du Conseil des ministres d'URSS, de stabiliser, en partie, la situation puis, à terme, de renverser le rapport de forces.

ABSENCE DE VISION GÉOSTRATÉGIQUE

L'entrée en guerre du Japon contre les Etats-Unis en décembre 1941 joue, contre toute attente, contre les nazis. Hitler se réjouit de l'arrivée de ce nouvel allié, idéologiquement proche, et déclare à son tour la guerre aux Etats-Unis, alors que cela n'apparaît pas militairement nécessaire. En effet, le Japon se détourne du continent eurasiatique pour se concentrer dans le Pacifique. Staline saisit immédiatement cette opportunité pour rapatrier des divisons, jusqu'alors positionnées près de la Chine contre le Japon, en direction de l'Oural contre la Wehrmacht. Ce mouvement s'avérera décisif lors de la campagne de printemps de 1942 et plus encore à Stalingrad. L'équilibre des forces bascule donc irrémédiablement en faveur de l'URSS, alors qu'Hitler perd progressivement l'initiative sur le front russe. Cette erreur d'appréciation porte un coup fatal à la Blitzkrieg.

L'armée de l'Air française au début

Face à la montée des tensions internationales, la France se dote en 1933, par décret, d'une armée de l'Air qui deviendra indépendante de l'armée de Terre l'année suivante. Les responsables politiques et militaires tentent de forger un outil aérien moderne et performant, mais se heurtent à de multiples difficultés. En 1939, l'armée de l'Air est confrontée au déclenchement de la seconde guerre mondiale.

La première guerre mondiale permet à l'aéronautique militaire d'acquérir des principes, une doctrine d'emploi ainsi qu'une organisation. Dorénavant, il faut tenir compte de cette arme dans la conduite de la guerre, même si la notion de « puissance aérienne » n'est pas encore d'actualité. Le retour à la paix en 1919 nécessite une reconversion des personnels et des avions qui se comptent par dizaines de milliers. En France, des aviateurs militent pour une unité de l'action aérienne. C'est ainsi que l'aéronautique est érigée au rang de cinquième arme de l'armée de Terre après l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie et le génie par la loi du 8 décembre 1922. Six années plus tard, le 14 septembre 1928, est fondé le ministère de l'Air, qui permet d'unifier les politiques technique et industrielle et aussi de centraliser tous les services aéronautiques.

Une nouvelle armée

En 1933, après quatorze années de lutte entre partisans et opposants d'une aviation militaire indépendante, le ministre de l'Air Pierre Cot obtient du Haut-comité militaire l'accord visant à créer une « armée de l'Air ». C'est ainsi que, le 1er avril 1933, le président de la République Albert Lebrun signe le décret interministériel marquant l'acte de naissance de cette nouvelle armée. Ce document détermine les principes généraux d'emploi et d'organisation : « *L'armée de l'Air doit être capable de participer aux opérations aériennes, aux opérations combinées avec les armées de Terre et de Mer, et à la défense aérienne du territoire.* » La loi du 2 juillet 1934, votée par le Parlement, porte sur l'organisation de l'armée de l'Air qui est dotée de grands commandements opérationnels.

Les états-majors de l'armée de Terre et de la Marine ont accordé l'autonomie aux aviateurs, à condition que ces derniers continuent d'accomplir des missions de coopération pour soutenir les actions des unités de surface, qu'elles soient terrestres ou navales. Cependant, les aviateurs privilégient l'action aérienne et une aviation stratégique capable d'intervenir en

Aperçu du hall de montage d'une usine aéronautique française à la fin des années 1930. © Association aéronautique histoire de Méaulte

de la seconde guerre mondiale

masse. Ils sont partisans du stratège italien Julio Douhet, qui prône l'emploi d'une flotte d'appareils pour répandre la terreur à l'intérieur du pays ennemi et couper ses voies de communication. Le bombardier lourd, assurant sa propre défense, consiste en un croiseur aérien au grand rayon d'action. Il en découle le concept du « BCR », un appareil polyvalent capable d'effectuer trois missions : bombardement, combat, renseignement. Mais ce type d'appareil se révèle en fin de compte inopérant.

Tensions internationales

L'armée de l'Air est, dès sa naissance, confrontée aux grandes crises internationales et à la menace latente de l'arme aérienne. Des régimes totalitaires utilisent l'aviation comme un instrument de guerre et de propagande.

Adolf Hitler, chef du parti national-socialiste élu à la tête de l'Allemagne en 1933, lance le pays dans un réarmement massif et confie à Hermann Goering la création de la « Luftwaffe » en 1935.

En Italie, la « Regia Aeronautica » s'illustre notamment par des raids transocéaniques. En Union soviétique, l'aviation participe au culte de la personnalité du dirigeant suprême Joseph Staline, pendant que les opérations aéroportées font leur apparition. Plusieurs conflits servent de bancs d'essai aux opérations aériennes.

Durant la guerre civile d'Espagne, les nationalistes du général Francisco Franco bénéficient de l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie, qui testent hommes, matériels et nouvelles méthodes de combat pendant que les républicains reçoivent l'aide soviétique et la livraison de quelques appareils français. L'Italie conquiert l'Abyssinie (actuelle Éthiopie), en partie grâce à l'arme aérochimique. Le Japon mène des bombardements de terreur sur la Chine.

Or, l'industrie aéronautique française accuse un retard conséquent sur les meilleures réalisations étrangères, qui mettent à profit les progrès dans la conception des cellules, le recours à l'acier et le gain en puissance motrice. Par conséquent, le gouvernement français lance, en 1934, un premier plan de réarmement aérien. Le Front populaire nationalise en 1937 les principales usines d'aviation, afin de réorganiser l'industrie. Si la production de masse s'accroît, les performances des avions français restent toujours en deçà.

Ainsi, au cours d'une visite en Allemagne en août 1938, le général Joseph Vuillemin, chef d'état-major général de l'armée de l'Air, ne peut que constater le retard français.

Le dernier plan de réarmement français prévoit la construction en série de 8.000 appareils pour 1940, mais ceux-ci sont déjà souvent périmés

Cérémonie au drapeau de la 36ème Escadre aérienne devant un Potez 63 triplace servant aux missions de reconnaissance. © Service historique de la Défense

Deux bombardiers bimoteurs métalliques Bloch MB 200 volant de concert.
© Service historique de la Défense

lorsqu'ils arrivent en unités. Aveu d'impuissance, des commandes sont passées aux États-Unis.

Vers la défaite

Le 1er septembre 1939, les troupes allemandes attaquent et envahissent la Pologne. Deux jours plus tard, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne. La Wehrmacht ne frappant pas à l'Ouest, les belligérants s'installent dans la « drôle de guerre ».

L'aviation française est répartie en quatre zones d'opérations aériennes, adaptées chacune à un groupe d'armées terrestres. Cette organisation rend impossible la conduite d'une manœuvre aérienne d'ensemble, d'autant que l'approvisionnement en matériel pose un problème majeur.

Le chasseur monoplace le plus répandu en dotation est le moderne Morane-Saulnier 406. Les trois versions de Potez 63 assurent des missions de reconnaissance, de bombardement et de chasse. L'armée de l'Air dispose d'un nombre insuffisant de bombardiers tel le Bloch MB 200.

Le 10 mai 1940, les forces allemandes déclenchent une offensive générale sur le front Ouest. La « Blitzkrieg » (guerre-éclair) rompt le front ennemi par une attaque foudroyante puis par l'encerclement des troupes adverses. Une étroite combinaison des moyens terrestres (chars et unités motorisées) et aériens (notamment des bombardiers d'attaque en piqué) permet de rompre puis de percer le front. Aux 3.500 appareils de la Luftwaffe mis en œuvre par des personnels supérieurement équipés et entraînés, l'armée de l'Air française, mal préparée et mal employée, ne peut opposer que 1.375 avions.

Durant la bataille de France, les équipages français font preuve de courage et des pilotes s'illustrent. Ainsi, Edmond Marin-la-Meslée remporte 16 victoires, et Pierre Le Gloan abat cinq avions italiens le 15 juin 1940. Mais ils ne parviennent pas à obtenir la supériorité aérienne.

Le 17 juin 1940, le maréchal Philippe Pétain demande aux Français de cesser le combat. Le lendemain, le général Charles de Gaulle lance, sur la radio britannique, un appel à venir le rejoindre pour continuer la lutte.

L'armistice, signé le 22 juin, suspend toute activité aérienne et contraint les équipages à se réfugier dans le Sud du pays, en Angleterre ou en Afrique du Nord. Le 25 juin marque la cessation des hostilités. La France a été vaincue militairement en seulement six semaines, à cause d'une faillite à la fois organisationnelle, doctrinale et industrielle. Le poids de la défaite est reporté en partie sur l'armée de l'Air, qui a pourtant abattu environ 800 avions allemands et perdu un nombre similaire d'appareils.

Le matériel aérien français doit être livré à l'Allemagne et l'armée de l'Air démantelée. Les forces aériennes françaises se divisent alors. La majorité des aviateurs reste en métropole et prête allégeance au maréchal Pétain, au sein de « l'armée de l'Air d'armistice ». Une minorité poursuit le combat avec les Alliés aux côtés du général de Gaulle dans les Forces aériennes françaises libres, créées en juillet 1940.

Capitaine (Air)
Sylvain Champonnois
Service historique de la Défense

Le général Raoul-Charles Magrin-Vernerey, dit « Monclar »

Raoul-Charles Magrin-Vernerey, plus connu sous le pseudonyme de « Monclar », était vraiment une extraordinaire figure de guerrier, le type même de l'officier de la Légion étrangère. Grand-Croix de la Légion d'honneur et Compagnon de la Libération, il était titulaire de la Médaille militaire, des croix de Guerre 1914-1918, 1939-1945, des théâtres d'opérations extérieur (22 citations) et de diverses décorations étrangères. Sept fois blessé, il était invalide à 100 %. Le général Monclar a été membre du comité d'honneur de l'ANCGVM de 1962 à sa mort en 1964.

Né le 7 février 1892 à Budapest (Empire austro-hongrois à l'époque), il fit ses études au Lycée Victor Hugo à Besançon et au petit séminaire d'Ornans. A 15 ans, il s'enfuit de la maison familiale et s'engage dans la Légion étrangère. Ce premier contact fut de courte durée du fait de son trop jeune âge. Entré à Saint-Cyr en 1912, il en sort en 1914 avec la promotion « Montmirail ». Promu sous-lieutenant le 5 août de la même année, il rejoint le 60ème Régiment d'infanterie et termine la première guerre mondiale avec le grade de capitaine. Il est alors chevalier de la Légion d'honneur et titulaire de 11 citations, dont 7 à l'ordre de l'armée, 7 fois blessé et réformé à 90%. Affecté au Levant, il assure le commandement de divers postes ou formations syriennes. Deux nouvelles citations récompensent cet officier pittoresque d'une extrême bravoure. Le 1er mars 1924, il obtient de rejoindre cette Légion dont il rêvait depuis sa jeunesse. Après plusieurs séjours au Maroc, au Tonkin, et au Proche-Orient, il est nommé lieutenant-colonel le 25 juin 1938. Le 23 février 1940, il est désigné pour prendre le commandement de « deux bataillons de Légion à destinations non fixées », qui viennent d'être mis sur

pied. Ce sera le début de l'épopée de la 13ème Demi-brigade de de la légion étrangère (DBLE). Le 13 mai, à Bjerkvik (Norvège), la 13ème DBLE livre son premier combat, conquiert sans désemparer quatre objectifs et force l'ennemi à fuir en abandonnant de nombreux prisonniers, des armes automatiques, des équipements impossibles à dénombrer et jusqu'à dix avions bimoteurs. Du 28 mai au 2 juin, le lieutenant-colonel Magrin-Vernerey et ses légionnaires gagnent, à Narvik, ce que l'on a appelé « la seule victoire française de 39-40 ». Cette victoire leur vaut d'être cités à l'ordre des Forces françaises libres, avec attribution de la croix de Guerre avec palme de vermeil, pour avoir libéré 60 prisonniers alliés, capturé 400 soldats allemands et pris 10 canons et un très important matériel. A peine revenu en France, le lieutenant-colonel Magrin-Vernerey rejoint les Forces françaises libres en Angleterre le 21 juin 1940 avec 500 de ses hommes. Promu colonel, il adopte alors le nom de « Monclar » du nom du village de Monclar-de-Quercy, dans le département du Tarn-et-Garonne. Participant en Afrique aux opérations menées contre les forces de l'Axe, c'est lui qui, à la tête de la Brigade française d'Orient en Erythrée, prend Massouah, fait prisonniers 9 officiers généraux, 440 officiers et 14.000 soldats italiens. Promu général de brigade, il exerce divers commandements au Levant. En 1950, alors général de corps d'armée proche de la retraite, il échange ses étoiles contre les galons panachés de lieutenant-colonel, afin de pouvoir encore combattre volontairement à la tête du Bataillon français mis à la disposition de l'ONU pendant la guerre de Corée. Atteint par la limite d'âge en 1951, il rentre en France. En 1962, il succède au général Kientz comme gouverneur des Invalides à Paris. Décédé le 3 juin 1964 aux invalides, il est inhumé dans le caveau des gouverneurs de la cathédrale Saint-Louis, l'église du soldat.

Daniel Gyre, ***président de la section des Graves***

DANS LES LIVRES

ENGAGÉS POUR LA FRANCE

ouvrage collectif

Entre 1978 et 2018, plusieurs générations de soldats de l'armée de Terre se sont formés et adaptés au cours de plus de 70 opérations extérieures (Opex) surtout en Afrique, au Levant, au Moyen-Orient, en Asie et même en Europe. Une Opex résulte d'un accord bilatéral avec un Etat ou à la demande d'une organisation internationale. Chaque crise est différente, chaque théâtre spécifique et chaque opération particulière. Toutefois, une typologie des missions se dégage : intervention pour éliminer un adversaire identifié ; interposition entre belligérants pour stabiliser une situation ; contre-insurrection pour combattre des insurgés et couper les populations locales des forces subversives ; appui aux forces locales pour les reconstituer ; évacuation de ressortissants nationaux pour les protéger ; aide d'urgence aux populations locales. Les attaques terroristes sur le territoire en 2015 l'ont transformé en un nouveau théâtre avec l'opération « Sentinelle ». Dans les années 1970, les Opex se déroulent exclusivement en Afrique avec les unités spécialisées des troupes de Marine. Le reste de l'armée de Terre, constitué surtout d'appelés du contingent, se prépare à un conflit de haute intensité face à l'Union soviétique et ses alliés du Pacte de Varsovie. Avec la disparition progressive de cette menace, la guerre du Golfe (1991) provoque une rupture dans la stratégie française et l'approche expéditionnaire, avec la création de la Direction du renseignement militaire et du Commandement des opérations spéciales. A partir de 1996, l'armée de Terre se professionnalise pour se concentrer sur les Opex. Les conditions d'engagement évoluent en fonction de l'adversaire et de ses modes d'action. Des juristes intègrent les postes de commandement pour s'assurer que la « judiciarisation » des actions n'entrave pas l'efficacité tactique. De plus, les combats d'aujourd'hui exigent une interconnexion entre les différents systèmes d'armes et une coordination renforcée entre les nombreux acteurs civils et militaires. En outre, les communications satellitaires permettent aux plus hautes autorités de suivre, presqu'en direct, les combats jusqu'au niveau le plus élémentaire. Par ailleurs, l'omniprésence des médias internationaux rend quasiment impossible toute discrétion des forces conventionnelles sur un théâtre d'opération extérieur. L'ouvrage présente les principales Opex avec des témoignages : Kolwezi-Zaïre ; Liban ; Tchad ; Guerre du Golfe ; Croatie-Bosnie ; Cambodge ; Somalie ; Rwanda ; Centrafrique ; Kosovo ; Macédoine ; République démocratique du Congo (3 fois) ; Côte d'ivoire ; Afghanistan ; Haïti ; Libye ; Mali ; Irak. Ces Opex ont entraîné de nombreux morts et blessés. La nation se doit de leur manifester reconnaissance, accompagnement et réparation. L'armée de Terre ne laisse personne au bord de la route.

Loïc Salmon

« Engagés pour la France », ouvrage collectif.
Éditions Pierre de Taillac
352 pages/500 photographies/39,50 €

LES ECOLES DES MINES

Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-1945

Figurant parmi les plus anciennes et les plus prestigieuses de nos grandes Ecoles d'ingénieurs, elles formaient initialement des maîtres mineurs, puis ont évolué vers l'industrie au sens large, préparant notamment à la conception et la mise en œuvre des technologies de l'énergie et des matières premières.

Elles comprennent : Mines ParisTech, à savoir l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris fondée en 1783, renforcée par Fontainebleau, Evry et Sophia Antipolis ; Mines de Saint-Etienne, depuis 1816 ; Mines d'Alès, depuis 1843 ; Mines de Douai, depuis 1878 ; Mines de Nancy, depuis 1919 ; Mines d'Albi, depuis 1993 ; Mines de Nantes, depuis 1990. Très impliquées lors des grands conflits mondiaux, trois de ces écoles totalisent cinq croix de Guerre.

Mines ParisTech

Implantée à Paris depuis 1816 à l'Hôtel de Vendôme, donnant sur le jardin du Luxembourg, Mines ParisTech a formé des milliers d'ingénieurs. Elle est également l'école d'application pour des ingénieurs déjà diplômés (Ecole polytechnique et Ecole normale supérieure) et pour le Corps des mines. Parmi les anciens les plus connus figurent : Henri Poincaré, Augustin Laurent, Charles Sainte-Claire Deville, Pierre-Emile Martin, Paul-Louis Héroult, Conrad Schlumberger, Robert Saunal, Maurice Allais et Georges Charpak. La croix de Guerre 1914-1918 avec palme lui fut remise par le maréchal Foch le 13 juin 1926, avec la citation : « *L'ENSM a fourni au cours de la Grande Guerre une élite d'officiers de complément, spécialement pour l'Artillerie, dont la science étendue, le généreux esprit de sacrifice et le noble dévouement ont grandement contribué au triomphe de la France* ». L'école et ses anciens comptèrent alors 110 morts pour la France. Elle reçut en 1933 la Légion d'honneur des mains du président de la République Albert Lebrun, lui-même ancien ingénieur-élève du Corps des mines. La coix de Guerre 1939-1945 avec palme lui fut remise par le maréchal Juin, avec la citation suivante : « *Au cours de la deuxième guerre mondiale, les anciens élèves de l'ENSM ont prouvé leur haute valeur professionnelle et morale ainsi que leur sentiment du devoir pendant la campagne de France, les combats de la Résistance et ceux de la Libération. Par la qualité de son enseignement et la foi de ses cadres, l'ENSM a pris une part importante dans la victoire de nos armées.* » L'école compta alors 8 compagnons de la Libération et perdit 50 morts pour la France.

Cérémonie à l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris lors de la remise de la croix de Guerre 1914-1918 par le maréchal Foch.

LES ECOLES DES MINES

Ecole de Saint-Etienne

Fondée en 1816, l'école forme désormais 1.500 élèves dans deux cursus : ingénieurs civils des mines et ingénieurs spécialistes en microélectronique informatique, nouvelles technologies. Le port d'un uniforme de cérémonie fait partie de ses traditions. Parmi les anciens élèves célèbres, figurent Beaunier, Fourneyron, Boussingault, Marsaut, Breton.

La croix de Guerre 1914-1918 avec palme lui fut remise le 20 juin 1926 par le maréchal Fayolle, avec citation à l'ordre de l'Armée : « *L'ENSMSE, grâce à ses nobles traditions et l'instruction spéciale donnée à ses élèves, a fourni dans les réserves, principalement dans l'infanterie, une magnifique phalange de cadres, dont les brillantes qualités intellectuelles et morales et la conduite héroïque ont largement contribué à assurer la victoire.* » Sur 468 élèves et diplômés d'abord dirigés vers l'infanterie, puis vers le génie, 143 furent tués. La Légion d'honneur lui fut ensuite remise le 22 octobre 1933 par le président Albert Lebrun. La croix de Guerre 1939-1945 avec palme lui fut remise le 16 novembre 1952 par le président du Conseil Antoine Pinay avec la citation : « *Poursuivant les belles traditions de leurs anciens dont la conduite au cours de la guerre 1914-1918 avait été récompensée par l'attribution de la croix de Guerre à l'école, les élèves et anciens élèves de l'ENSMSE ont servi avec éclat sur les champs de bataille et dans les rangs de la Résistance, durant la période 1939-1945. Présents sur tous les fronts, s'affiliant à des groupes de résistance et à l'Armée secrète, ils ont magnifiquement fait leur devoir et se sont acquis des titres certains à la reconnaissance du Pays, ainsi qu'en témoigne le nombre élevé de citations obtenues et le sacrifice suprême de vingt-huit d'entre eux tombés pour la défense de la Patrie.* »

Ecole de Nancy

La croix de Guerre 1939-1945 avec palme fut remise à l'Ecole nationale supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy par le maréchal Juin le 23 janvier1954, avec la citation suivante : « *Bien que de création récente, l'ENSMIMN a donné les preuves les plus belles de la qualité patriotique de son enseignement en payant un lourd tribut à la nation au cours des combats et des dures épreuves qui se sont succédé de 1939 à 1945. Dès Février 1941, l'Association des anciens élèves prend nettement parti pour la Résistance, ainsi que de nombreux anciens élèves. Partout, aux armées, dans les camps de prisonniers et de déportés, dans les organisations de résistance, dans la vie civile quotidienne, les élèves et les anciens élèves de l'ENSMIMN ont fait magnifiquement leur devoir, ainsi qu'en témoignent le nombre des citations obtenues et le sacrifice suprême de vingt-quatre d'entre eux tombés au champ d'honneur.* » Parallèlement, les trois Ecoles des mines d'Alès, d'Armentières et de Douai reçurent en 1937 et 1938 la Légion d'honneur. L'Institut Mines Télécom associe désormais les Ecoles des mines ParisTech, Saint-Etienne, Nancy, Alès et Albi, les Instituts Mines-Télécom de Nantes et Lille, et les Télécom ParisTech de Paris et d'Evry.

Remise de la croix de Guerre 1914-1918 à l'Ecole des mines de Saint-Etienne par le maréchal Fayolle.

Pierre Castillon
membre du conseil d'administration de l'ANCGVM

LA MEAUFFE (Manche)

Croix de Guerre 1939-1945

La commune de La Meauffe, détruite aux plus des trois quarts et citée à l'ordre de la division, a joué un rôle important lors de la Libération.

La bataille des haies

Le 6 juin 1944, la 29ème Division américaine débarque à Omaha Beach face à la 352ème Division allemande et y laisse 3.000 morts, blessés et disparus.

Le repli allemand lui permet d'être à hauteur de La Meauffe le 17 juin, encore face à la 352ème Division, renforcée par des éléments de la 266ème Division installés sur des lignes de défense transformant maisons, chemins et haies en une véritable forteresse. C'est le début de la « bataille des haies ».

Le soir, le 1er Bataillon a pour objectif la cote 108, colline sanglante à l'Est de La Meauffe. Au prix de combats farouches au corps à corps laissant 334 tués ou disparus, il l'atteint le 18 juin. Son héroïsme lui vaudra d'être décoré de la croix de Guerre. La 35ème Division américaine débarque à Omaha Beach du 5 au 7 juillet et prend position sur la ligne de front dans la soirée du 10. Le 137ème Régiment d'infanterie (RI), qui a relevé le 175ème RI, entame sa progression sur la route départementale 54 après une importante préparation d'artillerie sur les positions ennemies. Les Allemands se défendent maison par maison, haie par haie. La route de La Meauffe est appelée la vallée de la mort. Le clocher de l'église est occupé par les Allemands. Ils y ont installé une mitrailleuse lourde, qui balaie le secteur, et ont fortifié le château de Saint-Gilles. Le colonel commandant le 137ème RI est blessé, le lieutenant-colonel commandant le groupe d'artillerie est tué ainsi que le capitaine officier de liaison.

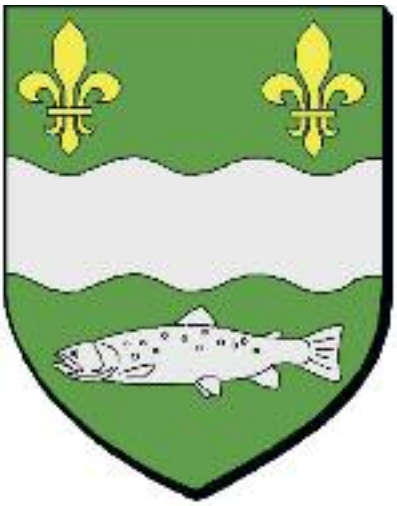
Le 12 juillet, la bataille se poursuit avec l'engagement de chars. A 10h45, le 1er Bataillon parvient à contrôler le bourg mais les combats continuent. Le château de Saint-Gilles tombe à 14h00. Le lundi 13, La Meauffe est totalement libérée. Après trois jours de combat, 40 tués, 257 blessés et 42 disparus, le 137ème RI poursuit vers Saint-Lô. En outre, 17 civils ont été tués, dont 2 enfants victimes d'une manipulation d'engin.

Histoire de La Meauffe

La commune de Melpha, bâtie en 1180 devient La Meauffe en 1392. Elle est bordée par la Vire, fleuve côtier qui a longtemps connu une intense activité. La circulation des gabares assure le développement des

LA MEAUFFE (Manche)

fours à chaux dès le début du XIXème siècle. Une forte personnalité a marqué son développement. En 1897, Henri Claudel est classé premier au concours général agricole départemental des Vosges à l'âge de 13 ans. Il dirige une équipe de fabrication de fromages en Haute-Saône à 15 ans. En 1912, il acquiert un ancien moulin tout près de La Meauffe pour en faire un atelier de transformation du lait. C'est le début de la fabrication du fameux « camembert Claudel ». Il est mobilisé en 1914 puis reprend le travail en 1918. D'année en année, l'entreprise se développe. En 1925, une beurrerie, ultra moderne pour l'époque, est capable de traiter 20 t de beurre par jour. Après les charrettes, les camions sillonnent la campagne pour le ramassage du lait. En 1932, Claudel est renommé pour la qualité de ses camemberts, qui commencent à être exportés vers l'Angleterre puis d'autres pays. En 1937, la société installe une machine, révolutionnaire pour l'époque et la seule en Europe, pour l'emballage de la crème.



Une nouvelle usine est aménagée pour la fabrication fromagère. En 1944, les violents combats et les bombardements ont totalement détruit les usines. Henri Claudel fait face. Dès le 25 août, deux usines repartent et, le 31 décembre, toutes retravaillent. En 1950 à près de 70 ans, Henri Claudel, conscient du chemin parcouru, passe la main.

Avec 1.500 salariés dans les usines, 800.000 litres de lait frais sont quotidiennement ramassés par 250 camions et 20 « frigorifiques » pour l'expédition des produits finis. Deux autres activités ont été prospères à La Meauffe, à savoir les fours à chaux et la distillerie.

Paul Laurent, *président de la section de la Manche*

Le mot du maire

« Situé dans le Parc national régional du marais du Cotentin et du Bessin, la commune de La Meauffe s'étend sur 1.022 ha et compte 1.079 habitants, répartis sur deux pôles. L'un est proche des commerces avec de l'habitat groupé près de l'ancienne usine Claudel et l'autre regroupe la mairie, les écoles primaires et maternelles, la salle des associations, l'église et une salle de convivialité multi-activités qui vient d'être construite avec une tribune télescopique pouvant accueillir 500 personnes pour un spectacle, une réunion ou un séminaire.

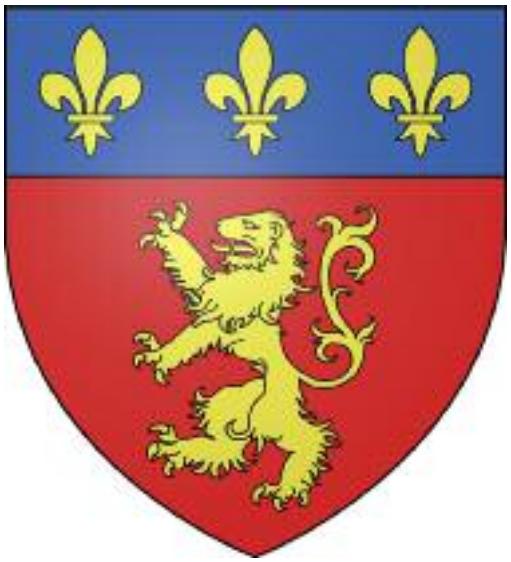
Le site des Claies de Vire est un lieu touristique avec le déversoir, l'observatoire piscicole et le chemin de halage fréquenté par de nombreux marcheurs. La Meauffe, située à dix minutes de Saint-Lô, ville préfecture, est une commune où il fait bon vivre. »

Alain Mahieu

70ème anniversaire des combats
Alain Mahieu Maire et un vétéran de la 35ème D.I. U.S.

MAULEON-LICHARRE (Pyrénées-Atlantiques)

Croix de Guerre 1939-1945



Mauléon-Licharne est une commune du département des Pyrénées-Atlantiques (ex-Basses-Pyrénées), située à 50 km au Sud-Ouest de Pau.

Le 3 septembre 1939, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne. L'avancée de la Wehrmacht pousse devant elle des millions de personnes qui se réfugient dans le Sud de la France. En neuf jours, le consul du Portugal, Aristides de Souza Mendes, va sauver 30.000 personnes en leur délivrant des visas.

Suite à la défaite française, le gouvernement de Vichy signe l'armistice le 22 juin 1940. L'article 2 du texte stipule : « *Pour assurer les intérêts du Reich allemand, le territoire français situé au Nord et à l'Ouest de la ligne tracée sur la carte ci-annexée sera occupé par les troupes allemandes. Les territoires qui ne sont pas encore aux mains des troupes allemandes seront immédiatement occupés après la conclusion de la présente convention* ». Trois semaines plus tard, le 10 juillet 1940, la République est abolie.

Démarcation

La ligne de démarcation est installée le 25 juin 1940. Longue de 1.200 km, elle traverse treize départements : Ain, Allier, Charente, Cher, Dordogne, Gironde, Indre-et-Loire, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Pyrénées-Atlantiques, Saône-et-Loire et Vienne.

A partir d'avril 1941, les Allemands instaurent une zone interdite le long de la zone côtière de 20-30 km de profondeur. La France est donc divisée en deux zones : l'une occupée par les Allemands et l'autre, dite « libre » sous l'autorité du gouvernement de Vichy. La ligne de démarcation est une frontière. Les Allemands mettent en place une série de mesures pour limiter la circulation entre les deux zones. Des guérites et des barrières sont installées aux postes de passage. Un « ausweis » (carte d'identité) doit avoir été délivré par les « kommandanturen » (autorités militaires allemandes) pour passer d'une zone à l'autre. Les personnes qui résident à moins de dix kilomètres de part et d'autre de la ligne de démarcation peuvent obtenir des laisser-passer pour la petite circulation frontalière, leur permettant de circuler pendant un temps déterminé dans leurs départements scindés en deux.

Le 18 juillet 1940, une ordonnance allemande réglemente les services postal et téléphonique entre les deux zones. Le courrier commencera à circuler de nouveau entre les deux zones au mois de septembre 1940.

Les habitants de Mauléon qui souhaitent se rendre à Bayonne doivent prendre un autocar jusqu'au poste frontière de Behasque, où ils doivent traverser la frontière à pied et prendre un autre autocar à destination de Bayonne.

La ligne de démarcation entraîne un déséquilibre entre les deux zones. La zone occupée produit 72,5 % du blé, 78 % de l'orge, 80 % de l'avoine, 70 % des pommes de terre, 87 % du beurre, 95 % de l'acier et 76 % du charbon. Faute de matières premières, la zone libre voit son industrie et son agriculture fortement handicapées. Suite au débarquement des Anglo-Américains en Afrique du Nord le 8 novembre 1942, les Allemands enva-

MAULEON-LICHARRE (Pyrénées-Atlantiques)

hissent la zone libre le 11 novembre. La ligne de démarcation ne sera supprimée que le 1er mars 1943.

Le corollaire de l'existence d'une ligne de démarcation est la création de réseaux de « passeurs » pour acheminer, en Espagne ou en zone libre, les résistants et les aviateurs alliés, dont les avions avaient été abattus. Dès 1941, des réseaux de passeurs se mettent en place. Outre les aviateurs alliés, les prisonniers évadés et les résistants, à partir de 1942, les juifs et les réfractaires au Service du travail obligatoire (STO) souhaitent aussi passer en Espagne. Quarante réseaux de passeurs existent dans les Pyrénées-Atlantiques, représentant environ 180 passeurs.

Le réseau « Comète », un des plus structurés, est créé, dès 1941, par deux Belges. Il met en place une filière d'évasion depuis la Belgique jusqu'aux consulats alliés en Espagne. Son passeur le plus célèbre, Florentino Goicoechea, exfiltre 227 aviateurs alliés. Suite à une blessure, il est arrêté le 6 juillet 1944 puis enlevé par un groupe de résistants à l'hôpital de Bayonne le 26 juillet 1944.

Des évadés du camp de Gurs bénéficient aussi de l'aide des passeurs. Ce camp, construit en 1939 pour interner les Espagnols fuyant le régime franquiste, accueille 24.520 brigadistes basques et espagnols. Du 25 au 31 octobre 1943, 18.185 juifs y sont internés, dont Hannah Arendt. Fin 1940, le camp passe sous l'autorité du gouvernement de Vichy. Avant de remettre le camp à l'autorité civile, le commandant militaire brûle les archives pour permettre aux républicains espagnols de s'enfuir. Ultérieurement, il rejoint le réseau de l'Organisation de résistance de l'armée.

Invasion

Suite à l'invasion de la zone libre, les réseaux de résistance se développent dans le secteur de Mauléon et nombreux sont ceux qui rejoignent la Résistance. Le gendarme Pierre Cazemajor en est un bel exemple. En 1942, au sein du réseau « Base Espagne », il participe à l'évasion d'aviateurs alliés, de réfractaires du STO et d'internés du camp de Gurs vers l'Espagne, tout en assumant sa mission à la gendarmerie. En 1944, avec 15 gendarmes, il rejoint le maquis et entre le 9 et 12 août, participe aux combats de la libération de la Soule et de Mauléon. Le 12 août, il est capturé par les Allemands, torturé et exécuté.

En février 1944, le syndicat CGT recommence à diffuser des tracts aux portes des usines. L'un d'entre eux est intitulé : « *Une déclaration du bureau de la CGT pour le redressement syndical* ». Les agriculteurs marquent aussi leur opposition aux occupants. L'inspecteur des renseignements généraux de Mauléon note dans son bulletin hebdomadaire que les apports sur les marchés sont faibles en légumes et que, sur 20 bovins réquisitionnés, seuls 2 ont été livrés.

Les actions de résistance et de combats des habitants de Mauléon sont récompensées par l'attribution de la croix de Guerre 1939-1945 avec la citation suivante : « *Ville particulièrement résistante pendant toute l'occupation, Mauléon s'est organisée avec ses propres habitants et d'une façon minutieuse, en vue de la lutte contre l'ennemi et de l'insurrection nationale. Ses hommes de la Résistance, conduits par des chefs ardents et compétents, ont harcelé l'ennemi et lui ont livré des combats aux portes mêmes de la ville où se trouvaient leurs familles. Après avoir fait de nombreux prisonniers avec armes et bagages, dans les combats du 10 et 11 août 1944, les Mauléonais ont libéré leur ville. Grâce à l'intelligence et à l'esprit d'initiative de leurs chefs locaux, ils ont intimidé l'ennemi, l'empêchant d'user de représailles sur la population non-combattante.Les combattants de Mauléon, poursuivant leur action, ont participé au siège et à la libération d'une commune voisine capturant près de 200 nouveaux prisonniers. La petite ville basque a bien mérité de la Patrie.* »

Marc Beauvois,
section de la Haute-Garonne

Le 17ème Régiment du génie parachutiste

Le 17ème Régiment du génie parachutiste (RGP) a changé plusieurs fois de nom au cours de son histoire. Il termine la seconde guerre mondiale avec la croix de Guerre 1939-1945 et celle d'Indochine avec celle des Théâtres d'opérations extérieurs (TOE). En outre, il totalise trois palmes et deux étoiles de la croix de la Valeur militaire pour ses actions dans les opérations extérieures.

A l'origine, le 17ème Régiment colonial du génie (RCG) est créé à Port-Lyautey le 1er mars 1944, à partir du 17ème Régiment de tirailleurs sénégalais et du 72ème Bataillon de génie. Le 20 août, il débarque en Provence avec pour missions de déminer, de dégager les itinéraires et d'organiser le terrain et le franchissement des coupures. Le 31 mars 1945, en réalisant le franchissement du Rhin à Germersheim, le 17ème RCG obtient une citation à l'ordre du corps d'armée qui décrit le courage des sapeurs : « *S'est brillamment distingué au cours du franchissement de vive force du Rhin à Germersheim le 31 mars 1945 où ses propulsistes, décimés par le feu des casemates ennemies, se sont dépensés héroïquement pour assurer le passage des premières vagues d'assaut.* » Le 17ème RCG est dissous à la fin de 1945. En novembre 1945, la création de la 25ème Division aéroportée nécessite la création d'une unité de génie spécialisée. Le 17ème Bataillon du génie, créé à Alger le 1er août 1946, est dissous en juillet 1948. Le Groupement de génie N°17 est constitué et installé à Castelsarrasin. Il donnera naissance au 17ème Bataillon de génie aéroporté (BGAP), qui fournira des sapeurs parachutistes

pour l'Indochine. Le Groupement léger aéroporté reçoit la croix de Guerre des TOE avec palme. La conclusion de la citation résume son action : « *A en définitive à son actif : sept franchissements de fleuves et le relevé de plus de 450 mines ou obus piégés. Type parfait de l'unité de génie d'assaut.* » Le 28 octobre 1953, les sections de génie parachutistes présentes en Indochine sont regroupées pour donner naissance à la 17ème Compagnie parachutiste du génie. Cette dernière saute le 20 novembre sur Dien-Bien-Phu, y reste jusqu'au 8 décembre pour rétablir la piste d'atterrissage puis est dissoute le 30 juin 1955.
La 1ère compagnie du 17ème BGAP est envoyée en Afrique du Nord, où elle prend la désignation de 60ème Groupement du génie aéroporté (CGAP). En 1956, la restructuration des troupes parachutistes engendre la création de la 10ème Division parachutiste (DP) et de la 25ème DP, auxquelles sont respectivement affectés le 60ème CGAP et le 75ème CGAP, créé en 1956 et futur 61ème CGAP. Le 60ème CGAP participe à l'opération « Mousquetaire » à Suez (1956). Une section saute avec le 2ème Régiment de parachutistes coloniaux et deux autres sections débarquent avec le 1er Régiment étranger parachutiste. En 1971, le 17ème BGAP est dissous pour réapparaître à Montauban en 1974 sous l'appellation de 17ème Régiment de génie aéroporté. Sous l'impulsion du colonel Roquejeoffre, futur général commandant de l'opération « Daguet » (1991), ce dernier est finalement transformé en 17ème RGP. Ce régiment a participé à toutes les opérations extérieures où il a obtenu la croix de la Valeur militaire avec cinq citations, qui vénèrent « *son courage, son dévouement, sa maîtrise, (il) se montre digne héritier des plus belles traditions du génie et des troupes aéroportées* ». Depuis 1963, le 17ème RGP a perdu 32 sapeurs en opérations extérieures.

Marc Beauvois,
section de la Haute-Garonne

Le sous-marin *Casabianca*

Au début des années 1980, la flotte française de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de la Force océanique stratégique (FOST) est constituée. En revanche, celle des sous-marins d'attaque repose sur des submersibles à propulsion diesel-électrique. Or, la dissuasion est incontestablement renforcée par la possession de sous-marins nucléaires d'attaque (SNA), discrets et endurants. Le premier sous-marin* Casabianca*, qui a contribué à la libération de la Corse en 1943, a reçu la médaille de la Résistance avec rosette.

En 1976, le premier SNA français, d'une série de six, est mis sur cale. Basé sur une cellule d'un sous-marin de la classe Agosta, dont la propulsion diesel-électrique devient nucléaire, il sera le plus petit SNA du monde.
Des spécialistes doutent de la capacité de la France a réalisé un SNA aussi compact. La France relèvera le défi et se hissera ainsi au niveau technologique des Etats-Unis et de l'URSS.
Par rapport à un sous-marin classique, un SNA peut accomplir davantage de missions : escorte, renseignement, frappe dans la profondeur et chasse au sous-marin. Sa présence dans une zone dissuade l'adversaire de s'y aventurer. En 1999, la présence de SNA français en Adriatique bloque au port les bâtiments serbes. Suite à cette action, le sénateur Boyer déclare : « *Mobilisé par les missions permanentes de protection de la FOST sur un autre théâtre, tout le parc de SNA a été sollicité afin de maintenir une présence permanente en Adriatique. La cible de six SNA Barracuda pour le futur ne doit donc pas être réduite si l'on souhaite conserver la capacité d'accomplir des missions de ce type.* »

Sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981), il est décidé que les SNA qui, à l'origine, devaient porter un nom de province (*Provence, Bretagne, Bourgogne* etc.) auront un nom de pierres précieuses. La tête de série se nomme *Rubis*.
Toutefois, le troisième exemplaire, qui aurait dû s'appeler *Aigue-marine*, sera baptisé *Casabianca* pour perpétuer le nom du sous-marin qui a choisi de s'évader du port de Toulon, le 27 novembre 1942, lors de l'invasion allemande.
Après une entrée triomphante dans le port d'Alger, il reprend le combat aux côtés des Alliés, dès le 14 décembre 1942. Il effectue sept missions au profit de la résistance corse. Dans la nuit du 12 au 13 septembre 1943, il débarque 109 hommes du Bataillon de choc à Ajaccio, lors de l'opération menant à la libération de la Corse. Ses actions seront reconnues par l'attribution d'une citation à l'ordre du corps d'armée et de six citations à l'ordre de l'armée.
Celle du 30 septembre 1943 résume son action dans le cadre de la libération de la Corse : « *Sous le commandement du capitaine de frégate L'Herminier, pendant les mois de juillet, août et septembre 1943, a brillamment exécuté, au cours de différentes missions, le débarquement de 35 tonnes d'armes et de munitions sur les côtes de Corse, occupées par l'ennemi. Premier bâtiment français entrant à Ajaccio, le 12 septembre, a mis à terre les premiers éléments de troupes de choc venues de l'Afrique du Nord pour libérer la Corse.* » La médaille de la Résistance avec rosette lui a été décernée.
Le nom de Casabianca continuera de hanter, pendant des décennies, les profondeurs océaniques. Le cinquième exemplaire du programme Barracuda sera baptisé *Casabianca*.

Marc Beauvois
section de la Haute-Garonne

L'Escadron de chasse 2/5 « Île-de-France »

Le 20 octobre 1941, le général de Gaulle signe le décret créant le groupe de chasse N°2 « Île-de-France », constitué le 7 novembre 1941 sur la base de Turnhouse en Ecosse. Il est titulaire des croix de la Libération, de Guerre 1939-1945, avec 5 citations, et des Théâtres d'opérations extérieurs (TOE), avec 4 palmes.

En 1944, il est renommé Groupe de chasse (GC) 4/2 « Ile-de-France ». Le 28 mai 1945, il reçoit la croix de la Libération, dont la citation résume bien son action pendant la seconde guerre mondiale : « *Magnifique groupe qui a fait rayonner sans relâche le prestige des ailes françaises dans les cieux alliés. Engagé dès 1941 sous les commandements successifs du capitaine de corvette de Scitivaux, abattu et fait prisonnier le 10 avril 1942, des commandants Dupérier et Schloesing, abattus et blessés le 13 décembre 1943, Reilhac, abattu et tué le 14 mars 1943, Fournier et du capitaine Massart. Basé en Angleterre, a effectué 6.029 sorties en 8.410 heures de vol de guerre sur les territoires occupés et l'Allemagne. Au cours de la bataille de France, a harcelé sans répit l'ennemi par des attaques de bombardement en piqué audacieuses et meurtrières. Compte à son palmarès 35 avions abattus, 6 probables et 35 endommagés. Participe actuellement à la campagne contre l'Allemagne. A perdu 73 pilotes, soit près de trois fois son effectif normal.* »

Outre la croix de la Libération, il terminera la guerre titulaire de 5 citations à

l'ordre de l'armée, dont celle du 27 décembre 1945 qui précise son action au cours de l'année 1945 : « *Groupe de chasseurs bombardiers remarquable par l'ardeur combative de ses pilotes. Sous le commandement du capitaine Massart, secondé du lieutenant Hardi, commandant l'escadrille « Paris », et du lieutenant Sanlys, commandant l'escadrille « Versailles », a bombardé et mitraillé sans répit les troupes allemandes au cours de l'offensive alliée en Belgique, Hollande et Allemagne. Pendant les six derniers mois de guerre a eu huit pilotes tués ou portés disparus au cours de 1.214 missions offensives. A jeté sur l'ennemi, ses transports et ses installations 1.415 bombes représentant un tonnage de plus de 230 tonnes. A détruit ou endommagé plus de 200 véhicules automobiles, 22 locomotives et 150 wagons, 5 chars de combat, 20 péniches et 3 remorqueurs et attaqué de nombreux objectifs au sol, tels que gares de triage, voies ferrées, nœuds de communication, postes de commandement et d'observation, abris fortifiés et batteries d'artillerie adverse. Ajoute à ce palmarès un Messerschmitt109 détruit et un endommagé au cours d'un combat aérien et cinq appareils détruits au sol au cours d'attaques de terrain.* » En 1947, équipé de P-63C Kingcobra, il intègre la 5ème Escadre de chasse et devient le GC 2/5. En avril 1949, la 5ème Escadre est envoyée en Indochine. Elle s'y couvre de gloire et en revient titulaire de la croix de Guerre des TOE avec deux palmes. Le GC 2/5 y obtient une troisième palme. En 1951, équipé d'avion à réaction Vampire, il devient l'EC 2/5 « Île de France ». Implanté à Orange depuis 1950 et équipé de Mirage 2000 C, il participe à toutes les opérations extérieures. Ainsi en 1991, suite à sa participation à l'opération « Daguet » pour la libération du Koweït, dite « guerre du golfe », il obtient une 4ème palme de bronze pour la croix de Guerre TOE.

Marc Beauvois,
section de la Haute-Garonne

Gironde - 33 - Graves

Opération « Frankton », commando dans la Gironde

Ils s'appelaient Hasler, Sparks, Wallace, Moffatt, Ewart, Sheard, Mackinnon, Conway, Ellery, Fisher, Laver et Mills. Anglais, Ecossais ou Irlandais, ils étaient ouvrier, livreur de lait, chauffeur de taxi, employé de bureau ou vendeur de glace dans le civil. Douze militaires britanniques qui participèrent en 1942 à l'opération commando « Frankton», la plus incroyable de la seconde guerre mondiale. L'objectif, consistait à détruire un maximum de navires allemands dans le port occupé de Bordeaux.

Débarqués d'un sous-marin dans le golfe de Gascogne, ces hommes doivent atteindre la pointe de Grave et remonter la Garonne, à bord de simples kayaks et en échappant à la vigilance allemande. Cette opération à haut risque avait vraiment peu de chance de réussir.

Au début du deuxième trimestre 1942, malgré le blocus de la Marine et de l'armée de l'Air britanniques, le port de Bordeaux est toujours ravitaillé en métaux rares, latex et produits tropicaux.

« Royal Marines »

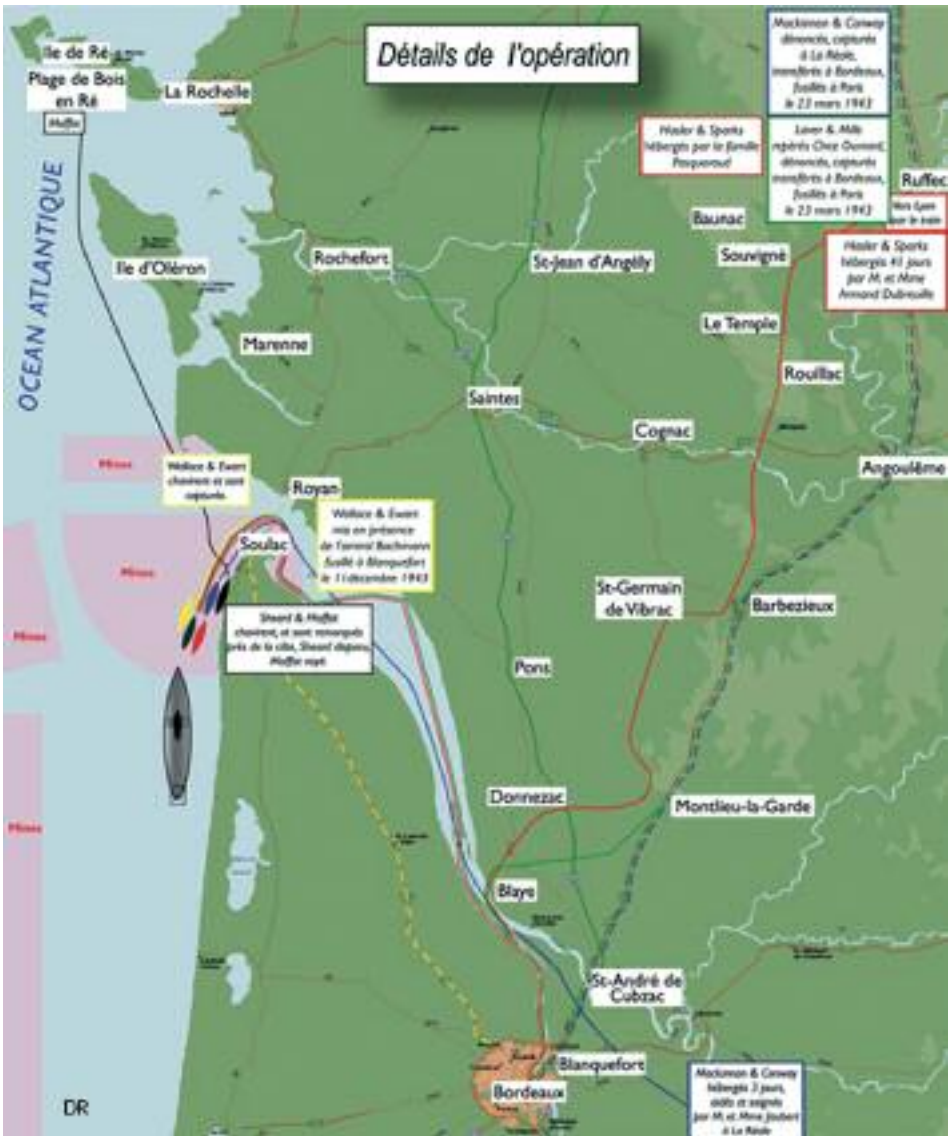
Le Premier ministre britannique, Winston Churchill, charge Lord Mountbatten, commandant en chef des opérations combinées, de préparer un plan d'intervention. Cette mission est confiée à une unité du corps des « Royal Marines », le major Hasler est désigné comme commandant du commando. A l'exception d'Hasler, aucun des membres du commando ne sut la destination, ni le but de la mission avant d'être embarqué à bord d'un sous-marin.

Le major (commandant) Hasler, chef de l'opération «Frankton ».

Six équipages de deux hommes, à bord de six kayaks de mer, seraient mis à l'eau à proximité de l'embouchure de la Gironde. Ils remonteraient le fleuve à la pagaie, se cachant de jour et naviguant au compas la nuit. Après avoir identifiés leurs cibles le long des quais, ils poseraient des mines « Limpets » à adhérence magnétique sous la ligne de flottaison des navires à couler.

Aucun recueil n'étant possible après l'attaque, ils devaient redescendre la Gironde en kayaks, jusqu'à hauteur de la ville de Blaye, saborder leurs bateaux et tenter de rejoindre à pied la ville de Ruffec, distante de 160 km, d'où une filière d'évasion pourrait prendre en charge leur évasion vers l'Espagne, avec le concours de résistants français. Personne n'avait été informé de leur mission, ni à Bordeaux ni à Ruffec. Voici les six équipages prévus pour la mission : « Catfish (poisson-chat) », le major Hasler (commandant) et le « marine » Sparks ; « Cuttlefish (Seiche) », lieutenant Mackinnon (commandant en second) et marine Conway ; « Crayfish (Ecrevisse) », caporal Laver et marine Mills ; « Cachalot (Cachalot) », marines Ellery et Fisher ; « Coalfish (morue noire) », sergent Wallace et marine Ewart ; « Conger (Congre) », caporal Sheard et marine Moffatt. Dans la soirée du 7 décembre 1942, cinq kayaks furent mis à l'eau au large de Montalivet. En effet « Cachalot » à eu son flanc déchiré, au passage du panneau de sortie, il ne prit pas part à la mission. Vers 20h00, les cinq kayaks s'éloignèrent en direction de la pointe de Grave. Vers minuit au franchissement du ressac au large du phare Saint-Nicolas, « Morue noire » chavira et le contact fut perdu avec le sergent Wallace et le marine Ewart. Une demi-heure plus tard, ce fut au tour de « Congre » du caporal Sheard et du marine Moffatt. Ils furent récupérés et abandonnés au plus près du rivage après avoir passé la pointe de Grave. Les trois kayaks restants poursuivirent leur route, et furent obligés de prendre leurs distances pour passer entre le môle et quatre bâtiments

Gironde - 33 - Graves



ennemis ancrés. C'est à ce moment là que le contact fut perdu avec « Seiche » du lieutenant Mackinnon et du marine Conway. Les deux derniers kayaks « Poisson-chat» et « Ecrevisse » continuèrent leur route la nuit, se cachant le jour. Dans la nuit du 11 au 12 décembre, les deux équipages fixent leurs mines sur trois navires et un pétrolier et deux navires à l'amarrage. Mission accomplie, les deux équipages entament leur repli, et à 1.500 m environ au Nord de Blaye, se séparent par mesure de prudence. Ils ne devaient jamais plus se revoir. Hasler et Sparks, aidés au long de leur route par des Français courageux, furent les seuls à atteindre Ruffec. Ils furent emmenés en Espagne, via Marseille et Perpignan. Hasler et Sparks furent rapatriés sur l'Angleterre.

« Crimes de guerre »

Le sergent Wallace et le marine Ewart, capturés le 8 décembre furent fusillés. Le corps du caporal Sheard, probablement noyé, ne fut jamais retrouvé. Celui de son coéquipier Moffatt fut découvert sur la plage de Bois-en-Ré. Le lieutenant Mackinnon et le marine Conway, furent capturés près de la Réole. Laver et Mills furent également arrêtés et envoyés à Paris avec Mackinnon et Conway. Tous les quatre furent fusillés. L'exécution des six « Royal Marines », capturés en uniforme, constitue un « crime de guerre », dont l'amiral allemand Raeder eut à répondre au procès de Nuremberg en 1946 ainsi que l'amiral Bachmann au procès d'Hambourg en 1948.

Un film en version française « Commando dans la Gironde » sorti en 1956 avec les acteurs José Ferrer et Trevor Howard dans les rôles principaux, connut un succès commercial. Le souvenir de ces héros de l'opération « Frankton » est régulièrement commémoré en France depuis de nombreuses années, notamment à Blanquefort, à Saint-Georges-de-Didonne et à Ruffec avec le soutien du Conseil général de la Charente, du Conseil régional d'Aquitaine et de la Ville de Bordeaux ainsi que du Corps des « Royal Marines ».

Daniel Gyre
président de la section des Graves

CARNET

NOUVEAUX MEMBRES DEPUIS DECEMBRE 2018

Siège national

Alain LE REBELLER

Section de Bordeaux-deux-Rives

Marcel DELHEZ

Section des Graves

Claude AUGEY

Pierre CLUZAN

Jacques ETANCHAUD

Carmen LARONZE (veuve)

Jeanine LESGOURGUES

Jean-Philippe NADEAU

Section de l'Isère

Marcel TJOUTIS

Christian RECORBET

André SAMSON

Section des Landes

Bernard GAREL

José CHEVALIER

Daniel LECARDEUR

Yvette LEON

Louis POISSON

Véronique RAYNAL

Guy RENOULEAUD

Gwladys SESMA

Section du Limousin

Cédric MEZILLE

Section de la Manche

Roger LEBLOND

Section du Médoc

Henry MONDOLI

Section du Poitou-Charentes

Guy AUBRY

Claude JOURNAUD

Philippe MARION

Faustine TEDOLDI JOTREAU

Section de Valenciennes

Jean-Pierre VANNOBEL

Section de la Vendée

Michel GRONAU

Pierre TONNEAU

NOUVELLES VILLES DECOREES ADHERENTES

02 - FLAVY-LE-MARTEL

04 - SISTERON

10 - BUCHERES

14 - CAEN

14 - EVRECY

19 - EGLETONS

24 - LALINDE

24 - PRIGONRIEUX

24 - TERRASSON

25 - ROCHES-LES-BLAMONT

51 - CHAMPGUYON

53 - AMBRIERES-LES-VALLEES

54 - LETRICOURT

54 - PEXONNE

55 - BEUREY-SUR-SAULX

55 - CLERMONT-EN-ARGONNE

55 - VARENNES-EN-ARGONNE

57 - DIEUZE

57 - MALAUCOURT-SUR-SEILLE

60 - AGNETZ

60 - RIBECOURT-DRESLINCOURT

67 - PLAINE

68 - MULHOUSE

77 - MONTEREAU-FAULT-YONNE

88 - SAINT-DIE-DES-VOSGES

L'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire souhaite la bienvenue aux nouveaux membres.

CARNET

DÉCÈS

Section de Boulogne

Guy JARNO

Section de l'Essonne

Maurice PARENT

Section de Haute-Savoie

André LARPIN

Christian MARIOTTE

Section de Lille

Marthe BLOCHET

général Gilbert MAR

(et non pas MER)

Section du Limousin

Jacques AUGEREAU

Section du Loiret

Paul SOUCHET

Section de la Manche

Paul BERTRAND

Section du Tarn

Norbert DELPON

DÉCORATIONS

CROIX DU COMBATTANT VOLONTAIRE

Siège national

Michel BACHETTE-PEYRADE

MEDAILLE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF

Echelon Bronze

Section des Landes

Jean OLMOS

L'ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE ADRESSE SES SINCÈRES CONDOLÉANCES AUX FAMILLES ENDEUILLÉES ET LES ASSURE DE TOUTE SON AMITIÉ.

ELLE FÉLICITE CHALEUREUSEMENT LES DÉCORÉS.

RECTIFICATION

L'absence de précisions dans le texte original, envoyé au siège de l'ANGCVM à Paris, a conduit à une confusion d'identité de personnes dans l'article consacré à la ville de Berlaimont *(Revue N°334, décembre 2018, p29*).

En fait, le maire de Berlaimont, récipiendaire de la médaille du cinquantenaire de l'ANCGVM, s'appelle Michel Hannecart. Bernard Baudoux est, lui, maire d'Aulnoye-Aymeries.

NOTIFICATION

Tout texte, destiné à une publication dans la revue *Croix de Guerre & Valeur militaire*, doit être daté et signé par son auteur, qui y engage sa seule et entière responsabilité.

Pour des raisons techniques, merci d'envoyer texte et illustrations ou photos par courriels séparés.

Pour éviter de prendre du retard, merci de les envoyer directement à l'adresse suivante : bulletincgvm@sfr.fr. (*p.2*)